

JEAN-FREDERIC POISSON

Député des Yvelines, Président du PCD, Premier candidat officiel à la primaire de la droite et du centre de novembre 2016

CONFERENCE DE PRESSE DU 30 MARS 2016



« Ce n'est pas avec les solutions d'hier portées par les personnes d'hier que l'on réformera la France de demain. Ma vision et ma méthode sont radicalement différentes de celles des autres candidats. » Jean-Frédéric POISSON

#primaire2016 #présidentielle2016 #LeRéveil

PRESENTATION D'UNE VISION POUR LA FRANCE : « UNE NATION QUI RASSEMBLE, UN ETAT QUI PROTEGE. »

« Mesdames et Messieurs les journalistes,

Je suis heureux de vous confirmer ce matin que je suis aujourd'hui le premier et le seul candidat officiel à l'élection primaire de 2016. Le bureau politique des Républicains a en effet statué hier, mardi 29 mars, que je pouvais concourir au titre du Parti Chrétien-Démocrate à cette élection primaire.

Je suis candidat à cette élection primaire pour une raison, elle tient à la nature de l'échéance de 2017 qui est certainement la dernière occasion de réformer la France avant un délitement encore plus important, voire un désordre généralisé. La société française est fragilisée. La mondialisation, le phénomène des migrants, la crise économique et le fractionnement de la société française en communautés sont autant d'éléments qui provoquent l'inquiétude pour ne pas dire le vertige du peuple français.

Le même phénomène se déroule dans beaucoup de démocraties occidentales. En Espagne, en Grèce, dans les pays d'Europe de l'Est et du Nord, les dernières élections ont fait émerger des courants que l'on dit « protestataires » parce que l'on ne sait pas les qualifier. Ces mouvements manifestent une seule inquiétude : c'est de voir notre société occidentale, fondée sur la valeur de la personne humaine, bouleversée par la mondialisation qui fait de la personne une variable d'ajustement, une valeur marchande en quelque sorte. C'est sans doute le bouleversement le plus important auquel nous assistons. Et c'est certainement ce qui inquiète le plus les sociétés occidentales. Face à ces bouleversements, chaque société trouve ses réponses, en puisant dans sa culture. Les Canadiens en élisant un premier ministre libéral que personne n'a vu venir. Les Américains en propulsant en tête de tous les sondages un candidat républicain que tout le monde prenait pour un clown il y a encore six mois et qui peut-être demain sera le prochain Président américain. Je parle évidemment de Donald Trump. En Espagne et en Grèce, ce phénomène s'est traduit par l'émergence de mouvements de gauche protestataires.

Refaire de la Nation une entité qui rassemble, redonner à l'Etat sa puissance protectrice

Nous avons en France une caractéristique : nous sommes un Etat-Nation ; c'est notre histoire, c'est notre culture, c'est notre tradition. Les Français souffrent de voir que notre Nation se délite à une très grande vitesse, et qu'elle n'est plus capable de rassembler. Les Français souffrent tout autant de voir que cet Etat qui a fait la force de la France à travers les siècles est affaibli à un point tel qu'il ne protège plus personne. **Ma conviction est que la seule raison d'être, le seul enjeu du scrutin de 2017, c'est de refaire de la Nation une**

entité qui rassemble les Français et de redonner à l'Etat la puissance protectrice qui est la sienne. Ces deux orientations sont les deux piliers du projet que je publierai très prochainement pour permettre à la France, en 2017, de reprendre son destin en main. Je peux dès aujourd'hui vous en présenter les grandes lignes.

Nous avons à travailler à la réunification des Français par une modification très sensible du modèle de répartition des richesses. Et **je proposerai dans cette primaire un système de réforme en profondeur de notre système allocataire** ainsi qu'un meilleur équilibre entre la richesse produite par le capital et la richesse produite par le travail.

Nous avons un problème de fractionnement de la France en communautés ; la question de la relation entre l'islam et la République française se pose. **Je poserai cette question de la relation entre les musulmans de France et la République**, jusqu'au point de savoir s'il ne faut pas trouver un mode de contrat avec les musulmans de France. Et ce, afin de mettre fin au radicalisme, ou en tous cas d'endiguer sa progression.

Je poserai la question de savoir quelle est la culture de référence à laquelle nous devons nous rattacher. J'ai défendu il y a quelques semaines à l'Assemblée nationale l'idée **d'inscrire les racines chrétiennes de la France dans la Constitution.** La France est un pays de tradition chrétienne. C'est à cette tradition qu'elle doit ses valeurs d'universalité, le respect de la personne humaine qui a toujours été le socle de son droit. Je suis convaincu que si nous ne nous renouons pas avec cette tradition, nous perdrons à la fois en cohésion interne et en capacité de respect de la part de nos interlocuteurs étrangers.

Nous souffrons énormément de la manière dont nous parlons de notre pays aux générations qui arrivent dans notre système éducatif. La façon dont nous présentons notre histoire, la façon dont nous traitons notre langue sont des facteurs de fragilisation. Et s'il devait y avoir deux réformes à engager dans l'éducation, c'est **une réforme de l'enseignement de l'Histoire et une réforme de l'enseignement de la langue française** pour que nous parlions à nouveau un langage commun et que nous nous comprenions.

Tout cela ne pourra réussir que si nous redonnons effectivement à l'Etat l'autorité qu'il a perdue. Il l'a perdue non pas parce qu'il n'est plus là. Il l'a perdu parce qu'il fait beaucoup de choses qu'il ne devrait pas faire et qu'il ne fait pas ce qu'il devrait. L'Etat passe beaucoup de temps à contrôler les initiatives personnelles, à endiguer les activités, à mettre des freins à tout ce qui peut être novateur, aux nouvelles manières de concevoir l'économie. Je fais confiance à la société française et aux Français. Je suis persuadé que si on laisse aux Français, là où ils sont, dans leur famille, dans leurs associations, dans leur entreprise, dans leur territoire, la liberté dont ils ont besoin pour renouer avec la prospérité, ils trouveront eux-mêmes les moyens de le faire. Il faut simplement que l'Etat assure un cadre d'action, assure le respect de l'ordre public, y compris en matière de droit du travail, assure le respect des libertés et permette à chacun de déployer sa créativité, son initiative, sa participation propre au bien commun. Cela veut dire que l'Etat doit récupérer sa liberté de décision et sa puissance. Comment imaginer retrouver sa liberté de décision en restant dans l'Europe du Traité de Maastricht alors que c'est certainement le plus grand étouffoir d'initiatives que nous ayons connu dans l'histoire occidentale récente ? **Rester dans l'Europe, oui. Rester dans Maastricht, non.** C'est une première orientation qu'il faudra absolument engager. Il faut sortir de Maastricht pour ne pas sortir définitivement de l'Europe, parce que je crois en la nécessité d'un projet européen.

Comment imaginer que nous défendions nos intérêts à l'intérieur comme à l'extérieur de notre pays sans **se doter de forces de sécurité et d'une défense nationale à la hauteur** ? Il manque aujourd'hui des milliers de policiers et de gendarmes, des dizaines de milliers de soldats ; il manque de l'armement, de l'équipement, pour faire face aux nouveaux risques auxquels notre pays est confronté. Nous devons nous doter de ces différents moyens et considérer que la défense et la sécurité sont à nouveau des priorités politiques, ce qu'elles ne sont plus depuis longtemps.

Comment assurer la prospérité, l'initiative, la liberté, lorsque les choix que nous faisons en matière d'alliances internationales ne sont eux-mêmes pas respectueux des valeurs que nous voulons porter ? Dans le nouvel équilibre que je souhaite pour notre pays, la clarification des relations entre nos alliés et nous-mêmes mérite que ceux avec lesquels nous nous prétendons amis disent effectivement quelle est la vérité de leurs relations avec l'islam radical et les mouvements terroristes. Je le dis très clairement : **une France qui redevient maîtresse de son destin ne peut pas se payer le luxe d'être à la remorque de l'Arabie saoudite, du Qatar ou de la Turquie, qui ne sont pas ses amis.** En revanche, nous avons la nécessité absolue de faire en sorte que, dans cet affrontement qui est celui du 21^{ème} qui se profile entre les États-Unis et la Chine, nous puissions constituer une puissance d'équilibre en Europe. C'est pourquoi je crois dans le projet européen. Mais je n'y crois pas quand la Constitution de l'Europe désigne un Président qui ne sert à rien, qui dans la crise des migrants est muet. Est-ce que quelqu'un sait ce qu'il pense sur la crise des migrants ? Personne. Cet échec doit nous mener à deux conclusions. La première est que l'Europe ne peut pas se payer le luxe de ne pas réagir unie dans le nouveau concert mondial. Mais elle doit le faire en se donnant les moyens de cette réaction. Et très clairement l'orientation que je souhaite pour l'Europe du 21^{ème} siècle, c'est une Europe où la France redevient un moteur énergique et puissant ; c'est un accord équilibré avec les Russes sans lesquels nous ne pourrions pas constituer une puissance d'équilibre sur le plan économique comme sur le plan de la civilisation entre les deux matérialismes que sont les États-Unis et la Chine. Et quand je vois, encore ces jours-ci malheureusement, des parts entières du capital d'entreprises françaises partir dans des fonds chinois et que, sauf exception, seuls les investisseurs étrangers sont capables de prêter de l'argent aux entreprises qui se créent en France ; alors, je dis que nous sommes une proie beaucoup trop facile pour des investisseurs qui ne sont pas nos amis. Je veux que l'Europe renoue avec sa civilisation, avec sa culture, avec sa manière d'envisager l'économie et avec cette valeur centrale qui est la marque de la civilisation chrétienne, celle de l'Europe, **cette valeur qui fait de la personne non pas une variable d'ajustement économique mais le socle sur lequel on bâtit l'ensemble des politiques publiques. Voilà ce que je souhaite pour la France en 2017.**

Je suis persuadé que si nous ne faisons pas tout cela nous passerons à côté de ce qui pourrait être, pour longtemps, la dernière occasion de nous réformer à peu près dans la paix et la tranquillité.

Et, je n'ai pas vu ces orientations chez les autres candidats. J'ai vu beaucoup de mesures de gestion. J'ai vu beaucoup de mesures qui portent sur le primat de l'économie. **J'ai vu aussi beaucoup de renoncements sur les sujets de société et je n'ai pas l'intention de me taire sur ces sujets.** Parce que c'est en cohérence avec ce que je viens de vous dire. Comment imaginer que des législations, qui permettent avec beaucoup de nuances et de

réerves certes, mais qui le permettent, de mettre fin à la vie d'une personne qui est sur son lit d'hôpital, puisse en même temps être rassurante sur le plan des valeurs économiques et le respect des personnes qui travaillent en son sein ?

Le respect de la personne ne se divise pas, ne se fractionne pas. Il est sans condition, sans exception, sans réserve, sur le plan international comme sur le plan national. C'est cette cohérence là que la France doit retrouver. Si la France ne retrouve pas cette cohérence, nous ne sortirons pas de l'inquiétude qu'expriment les Français à chaque élection. Nous ne sortirons pas de la faiblesse internationale qui est celle de notre pays dans le concert des Nations. Nous ne serons ni rassurants ni respectés par nos interlocuteurs. J'ai passé beaucoup de temps dans les pays musulmans ces derniers mois, en Afrique du Nord, au Proche-Orient et j'y retournerai bientôt. A la fois dans le cadre des travaux que je mène sur le financement du terrorisme mais surtout dans le volonté qui est la mienne de mieux comprendre la manière dont on peut aider l'Islam à engager les réformes dont il a besoin, dont nous avons besoin. Et je peux témoigner d'une chose : le crédit qui était celui de la France sur le plan international n'existe plus. Il n'existe plus parce que nous ne nous respectons pas nous-mêmes. Et **cette échéance de 2017 doit être celle du renouveau, c'est-à-dire du retour au respect de nous-mêmes.** Si nous continuons sur la voie défendue par tous les autres candidats potentiels ou déclarés à la primaire, il n'y a aucune raison que la France puisse se redresser. **Tous les autres sont libéraux sur le plan économique ; pour ma part, je veux poser des limites à la logique de marché.** Les autres candidats sont à peu près tous sur une ligne fédéraliste sur le plein européen, ce n'est pas mon cas. Ils sont à peu près tous atlantistes, à quelques nuances près sur le plan international. Ce n'est pas mon cas. Nous devons maintenir une relation d'amitié avec les Etats-Unis mais également défendre nos intérêts. Ce que les Etats-Unis savent très bien faire. C'est pourquoi je suis opposé au traité de libre-échange transatlantique tel qu'il se profile.

Quand je vois toutes les inquiétudes qui s'expriment à chaque scrutin, ou dans la rue à l'occasion de la loi El Khomri par exemple, projet qui pourtant est loin de révolutionner le code du travail ou la vie des entreprises ; je dis que cette expression là il faut l'entendre, à défaut d'être d'accord avec elle. Toutes ces manifestations sont un appel au Réveil de la France, c'est-à-dire au respect qu'elle doit avoir pour elle-même, pour son patrimoine, sa culture, son histoire, et l'ensemble des valeurs qui l'ont fondée. C'est ce que je veux porter dans cette élection primaire.

Alors il y a la question des circonstances politiques et la question que vous allez tous poser, que vous avez déjà commencé à me poser : « Combien de voix allez-vous faire ? » Qui est en mesure de le dire ? Et est-ce d'ailleurs la question d'aujourd'hui ? Certainement pas. Je le redis, **les plus grandes démocraties occidentales ont produit dans la période récente des résultats aux élections parfaitement imprévisibles et qui sont l'expression de l'exaspération et de l'inquiétude des peuples.** C'est cela qu'il faut prendre en compte. **Je ne crois pas que ce soit avec les solutions d'hier portées par les personnes d'hier que l'on reformera la France de demain.** J'entre dans cette campagne avec beaucoup de détermination. Je suis aujourd'hui la seule garantie que cette primaire de la droite ne sera pas uniquement celle des Républicains. J'espère d'ailleurs que je ne serai pas le seul. Il faut que les centristes participent à ce scrutin. C'est leur place. Et je ne vois pas pourquoi ils refuseraient cet obstacle.

Je ne sais pas quel sera le résultat de ma candidature. Je ne sais même pas aujourd'hui qui sera candidat, pour défendre quoi, et qui dans les candidats ira au bout de l'exercice. **Je suis candidat et j'irai jusqu'au bout.** C'est la seule chose dont je suis certain aujourd'hui. Tous les autres devront faire la preuve à la fois de leur détermination et de leur capacité à participer sur le long terme à cette élection primaire.

En revanche, je suis absolument persuadé que le projet que je m'appête à porter intéresse beaucoup plus largement que les seuls électeurs de la droite et du centre, et beaucoup plus largement que celles et ceux qui ont gardé l'habitude d'aller dans les bureaux de vote. Il s'adresse également à tous ceux qui ne votent plus soit parce qu'ils ne croient plus en la communauté nationale, soit parce qu'ils pensent que l'Etat ne peut plus rien pour eux, soit parce qu'ils se sentent à l'écart de cette communauté nationale, ou pour toutes ces raisons à la fois. **Je crois que la reconstitution du tissu national ainsi que le rétablissement de l'Etat dans sa puissance sont des conditions, des préalables à la réussite de tout le reste. C'est la raison pour laquelle j'entre dans cette élection primaire avec une méthode radicalement différente des autres candidats. Non pas avec un catalogue indéfini de dizaines, de centaines de mesures à appliquer une par une, ce dont personne ne fera le dixième.** Car cinq ans cela passe extrêmement vite. Et il ne faut pas croire que les conditions dans lesquelles nous aurons à réformer le pays nous donneront le luxe d'engager 150 débats de fond. Ce ne sera pas le cas. Nous n'aurons pas les conditions psychologiques ou politiques pour le faire. En revanche, **je présenterai une dizaine de réformes-cadres, fondées sur les principes que je viens de vous exposer, parce que je pense qu'au politique, il revient de faire du politique et aux Français il revient d'exercer leur liberté et d'assurer la gestion au quotidien.** Nous faisons l'inverse depuis des années. Nous voulons un État tout puissant qui régente le quotidien de toutes les personnes, de toutes les collectivités, de tous les corps intermédiaires. C'est cela qui est en train d'échouer. **J'entends les autres candidats présenter des mesures de gestion. Je veux pour ma part redonner à la France une vision et un projet politique.** Ensuite, charge au gouvernement, aux préfets, aux Français de s'occuper du reste. Le rôle du politique n'est pas de gérer le quotidien. Le rôle du politique est de fournir un cadre dans lequel les libertés individuelles et collectives s'exercent. C'est là son rôle. Et c'est l'orientation que je veux donner à la France pour 2017. »

QUESTIONS / REPONSES AVEC LA PRESSE

Vous définiriez-vous comme le seul candidat souverainiste de la primaire ? Si vous la gagniez, gouverneriez-vous avec d'autres formations souverainistes ?

Je ne suis pas gêné par l'adjectif souverainiste. Quand j'aborde ces sujets, j'ai l'habitude de dire que je suis un eurosceptique inguérissable. Je ne crois pas que l'idée qu'il fallait supprimer les Nations pour assurer la paix eut été une bonne idée. Ce n'était pas l'intention des pères fondateurs de l'Europe, mais elles ont été dévoyées dans le traité de Maastricht. Quand on reprend les termes du débat de 1992, on se rend compte que tout était dit. Ceux qui s'opposaient au traité il y a 25 ans décrivent la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Si souverainiste veut dire que je crois en le respect de l'autorité des nations, et que au nom de ce respect, on doit conduire collectivement sur le plan européen des projets d'ordre politique avec beaucoup moins d'administration, beaucoup moins de technocratie, alors oui, je suis souverainiste.

Si souverainiste veut dire que la seule manière de s'en sortir est de casser l'Europe, d'en sortir et de quitter l'euro, alors je ne le suis pas. Je suis pour une coopération renforcée entre les principales puissances internationales, à la façon dont cette coopération existe dans le concert de l'ONU. L'idée du noyau dur proposée il y a une vingtaine d'années me paraît être une bonne idée. L'Europe doit être gouvernée par les principales puissances étatiques, sans exclure les autres, mais en les faisant participer à ce noyau dur par rotation. Il y a des sujets qui doivent faire l'objet d'une coopération renforcée, mais toujours dans le cadre d'une affirmation de la civilisation qui est la nôtre,

Il faut sortir de Maastricht pour ne pas sortir définitivement de l'Europe, parce que je crois en la nécessité d'un projet européen. L'élection de 2017 a un enjeu civilisationnel et l'Europe est un élément clé de ce processus civilisationnel.

Quels seraient vos potentiels alliés en tant que Président de la République ? On connaît plusieurs partis qui partagent ce point de vue sur Maastricht.

Certes, mais ces partis sont très fervents d'une sortie de l'Europe et de l'euro, ce qui n'est pas mon cas. Avec Debout la France, je n'ai pas de divergence idéologique telle qu'une alliance puisse être empêchée. Je constate qu'il me reste des divergences idéologiques profondes avec le Front national sur la question du respect de la vie et notamment de la peine de mort, de la sortie de l'euro, de la préférence nationale qui me paraît antinomique du mérite, alors que je suis pour une république du mérite. Je constate aussi qu'il y a des fractures idéologiques profondes au sein du Front national. La survie de ce parti politique n'est pas assurée, il n'a pas les promesses de la vie éternelle.

Qu'est-ce qui vous distingue d'Hervé Mariton ?

Quatre choses principales : Hervé Mariton a une vision très libérale de l'économie, ce qui n'est pas mon cas. Il est très atlantiste dans sa ligne politique internationale, ce qui n'est pas mon cas. La France doit défendre ses propres intérêts face aux États-Unis. La reine Victoria disait : "l'Angleterre n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts". La France devrait être dans la

même situation. Bien sûr, je considère que l'amitié avec les américains est nécessaire, mais pas au prix d'un abandon de nos intérêts ou de notre souveraineté. Quand je vois le TAFTA par ailleurs, je suis inquiet. Pour ma part, j'y suis opposé.

Hervé Mariton est fédéraliste. Je ne crois pas que l'URSS a échoué parce qu'elle n'était pas assez communiste, de même je ne pense pas que l'Europe a fait défaut parce qu'elle n'était pas assez fédérale, je pense que c'est le contraire.

Enfin, sur la question du mariage, Hervé Mariton a porté l'amendement sur l'union civile lors des débats, ce qui n'est pas mon cas. Je suis pour une absence pure et simple de reconnaissance institutionnelle de l'union de deux personnes de même sexe, qui entraînera nécessairement à terme une reconnaissance légale des mères porteuses. Ça, ce n'est pas possible. L'union civile porte en son germe ce très grand risque.

Vous considérez vous comme un petit candidat ? Quel score pensez-vous réaliser ?

Nous sommes sur la ligne de départ avec une égalité stricte de chance et d'autant plus que ce scrutin me paraît complètement imprévisible. Deuxièmement, il n'y a pas de lien strict dans l'histoire des primaires en France entre le volume du score et la capacité d'exercer une influence. Martine Aubry était au deuxième tour de la primaire socialiste en 2012 et a disparu du quinquennat en termes de capacité d'influence sur les orientations politiques, alors que JM Baylet a fait 0,63% et a obtenu 3 portefeuilles ministériels et un groupe Parlementaire. Lequel des deux a été d'avantage en situation d'agir dans le champ politique ? Il y a une déconnexion entre le score obtenu et l'influence exercée. Manuel Valls est sorti de la primaire avec 5,3% des voix et est premier ministre. Arnaud Montebourg était sorti avec 18%.

Au-delà de cela, je crois que personne ne pourra faire l'économie d'une vraie mécanique de rassemblement entre les deux tours des primaires en vue de la présidentielle. C'est ce rassemblement qui a manqué lors de la présidentielle précédente.

Que pensez-vous de la modification des règles appliquées à l'élection présidentielle ?

Je n'y suis pas favorable. Pendant 5 semaines, un petit candidat peut avoir le même temps de parole qu'un autre. La présidentielle, ce n'est pas le concours des personnes les plus influentes du pays, mais une compétition entre des personnes qui ont recueilli la confiance des élus et qui ont un projet à présenter aux Français.

Une des dérives de ce mandat, c'est une politisation des institutions et une volonté de donner les clefs aux partis politiques plutôt qu'au peuple. Une orientation partisane est donnée à l'élection présidentielle, ce qui est pour moi une dérive.

Christine Boutin sera-t-elle dans votre équipe ? Pourra-t-elle s'exprimer en votre nom ?

Celui qui veut empêcher Christine Boutin de s'exprimer quand elle a décidé de le faire n'est pas né ! Elle est caractérisée par une liberté à laquelle je ne connais pas beaucoup de limites, et c'est comme ça qu'on l'aime. Bien sûr elle soutient ma candidature, mais elle ne sera pas dans l'équipe de campagne car ce n'est ni son statut ni son souhait.

NKM s'indigne du resserrement des règles du parrainage. Que pensez-vous du fait de limiter les parrainages aux parlementaires de droite et du centre ?

L'esprit de l'élection présidentielle c'est d'être capable de rassembler au-delà de son camp. En ce sens, je comprends l'objection de NKM. Mais la primaire est un bout de l'élection présidentielle ; il s'agit de désigner le champion de la droite et du centre. On demande aux électeurs de signer une charte pour dire qu'ils adhèrent aux valeurs de la droite et du centre. Il serait baroque que viennent devant les électeurs des candidats soutenus par des personnes ne respectent pas les engagements que les électeurs doivent prendre !